

Il n'y a plus que 11 % de Wallons syndiqués

■ Le Baromètre social de la Wallonie pointe aussi une confiance qui se dégrade à l'égard des partis.

Le Baromètre social de la Wallonie (BSW), édition 2018, réalisé par l'Iweps (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique), s'est penché sur l'engagement associatif des Wallons. On apprend notamment qu'en 2018, 46 % des citoyens sont membres d'au moins une association – comme en 2013. Il est à noter que cet engagement auprès d'une association est de moins en moins politique. "Au niveau de l'affiliation syndicale, on observe une baisse très significative à partir de 2007. En 2003 et 2007, respectivement 35 % et 32 % de la population étaient encore affiliés à un syndicat. En 2012, ils ne sont plus que 21 % et en 2018, plus que 11 %", indique le BSW.

L'affiliation à un parti politique a elle aussi connu une baisse "importante". "En 2003, le taux d'adhésion à un parti était encore de 9 %, pour baisser à 5 % en 2012 puis 3 % en 2018." La méfiance des citoyens à l'égard des partis politiques est plus importante qu'en 2012 lorsque l'Iweps s'était livré au même exercice (-12 %).

Les institutions jouissent cependant d'une confiance plus grande que ceux qui les font fonctionner. Pour quelles raisons? "La corruption, qu'elle soit réelle ou ressentie, peut constituer un élément d'explication", dit le BSW 2018. En Wallonie, 59 % des gens sont

d'accord avec l'idée que la corruption est utilisée par certains acteurs pour bénéficier de privilèges ou d'enrichissements illégitimes. "Les scandales financiers et les affaires de corruption ont ponctué la vie politique en 2005 avec les affaires judiciaires carolorégiennes, en 2016 avec l'affaire Publifin et le Kazakhgate ou encore en 2017 avec le Samusocial."

Un autre élément qui renforcerait la méfiance, selon le BSW 2018, réside dans le fait que les citoyens ne se sentent pas écoutés par le monde politique. C'est au niveau communal qu'ils se sentent le plus écoutés (49 %). Viennent ensuite le niveau régional (30 %) et le niveau fédéral avec 21 %. S'ils se sentent peu écoutés, les Wallons ne souhaitent pourtant pas se substituer aux politiques (70 %).

Le vote obligatoire

Un autre aspect du BSW 2018 concerne le vote obligatoire. On constate que si le vote n'était plus obligatoire dans notre pays, c'est au niveau communal, que les répondants se rendraient le plus aux urnes (52 %). Par contre, si on évoque les élections régionales, fédérales et européennes, on descend à 46 %, 45 % et 42 %.

Sur cette même question, l'Iweps s'est intéressé à la couleur politique des répondants et à leur attitude face à un vote qui ne serait plus obligatoire. On constate que ce sont les électeurs du PS "qui suivraient le moins la tradition du vote obligatoire" puisqu'ils ne seraient que 51 % à aller systématiquement voter. En premier lieu par contre, on retrouve les électeurs du CDH (66 %) suivis de ceux d'Écolo (65 %).

Stéphane Tassin

LA CONFIANCE DES BELGES

Quel degré de confiance avez-vous dans les personnes ou institutions suivantes?

